

4. Prévisions supplémentaires C.

En ce qui concerne le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien: 1. \$283,000. Le secteur privé effectuée des études techniques et écologiques au coût total de \$23.9 millions.

2. Cinq employés.

3. Oui.

4. Les fonds susmentionnés sont tirés sur les crédits de la Direction de l'expansion économique du Nord et sur les ressources du secteur privé.

LE PÉTROLE ET L'ÉCOLOGIE DE L'ARCTIQUE

Question n° 1174—M. Harding:

1. Le gouvernement a-t-il des renseignements au sujet des enquêtes sur les conséquences pour le milieu écologique de l'installation d'oléoducs dans l'Arctique par des sociétés privées et, dans l'affirmative, quels sont les noms des sociétés?

2. Des sociétés pétrolières privées ont-elles reçu des fonds du gouvernement fédéral ou ont-elles fait des demandes de fonds, en vue de faire des études écologiques dans l'Arctique?

3. La *Panarctic Oil* a-t-elle fait faire ou fait elle-même des recherches sur les conséquences qu'auraient les oléoducs sur le milieu écologique de l'Antarctique?

M. J. A. Jerome (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Selon les ministères des Affaires indiennes et du Nord canadien, de l'Environnement et de l'Énergie, des Mines et des Ressources: 1. Mackenzie Valley Pipeline Research Limited; The Northwest Project Study Group; The Alberta Gas Trunk Line Company; The Arctic Gas Systems Study Group; The Mountain Pacific Project.

2. Non.

3. La société Panarctic Oil collabore avec l'administration de RUTA à l'exécution d'études portant sur les fondations pour tour de sondage de pétrole.

LES HONORAIRES POUR SERVICES JURIDIQUES
DANS LES T. N.-O.

Question n° 1244—M. Nielsen:

1. Pour chacune des années de 1960 à 1965 inclusivement, quelles sommes le gouvernement a-t-il versées en honoraires pour les services juridiques dans les Territoires du Nord-Ouest a) quels sont les noms des avoués qui ont touché ces honoraires, b) dans chaque cas, quelle était la somme globale?

2. De 1966 à 1970 inclusivement, combien a coûté annuellement le bureau du procureur de la Couronne dans les Territoires du Nord-Ouest?

L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice): 1.

1959-1960	M. de Weerdt	\$16,713	
	D. J. Hagel	1,411	\$18,124
1960-1961	M. de Weerdt	15,828	
	R. F. Hyde	919	
	W. G. Morrow	3,457	20,204
1961-1962	W. D. Chilcott	2,571	
	M. de Weerdt	12,337	
	A. W. Miller	2,392	
	A. E. Williams	584	17,884
1962-1963	W. D. Chilcott	1,500	
	M. de Weerdt	25,831	
	A. W. Miller	796	
	D. H. Searle	3,730	
	A. E. Williams	1,641	33,498

1963-1964	W. D. Chilcott	629	
	M. de Weerdt	7,036	
	A. Maloney	3,360	
	A. Miller	967	
	D. H. Searle	12,707	
	A. E. Williams	2,447	27,146
1964-1965	M. de Weerdt	7,481	
	D. H. Searle	16,967	
	J. D. Neilson	6,074	
	A. E. Williams	4,713	
	D. Hagel	670	
	W. Morrow	1,014	36,919
			<u>\$153,775</u>

A noter: Les chiffres susmentionnés ne comprennent que les honoraires de \$500 ou plus. Les statistiques relatives aux dépenses d'honoraires de moins que \$500 ne sont pas disponibles.

2. De 1966 à 1970, le coût d'opérations du bureau du procureur de la Couronne dans les Territoires du Nord-Ouest a été: 1966-1967, \$21,039; 1967-1968, \$31,763; 1968-1969, \$33,254; 1969-1970, \$32,044; 1970-1971, \$44,894; Total: \$162,994.

A noter: Ces chiffres comprennent les salaires, téléphones, approvisionnements, frais de voyage et logement.

TERRE-NEUVE—L'EXPANSION DE L'AGRICULTURE

Question n° 1249—M. Marshall:

1. Le gouvernement fédéral a-t-il conclu des ententes avec la province de Terre-Neuve en vue d'expansion agricole jusqu'à une production de \$250,000,000?

2. Le gouvernement provincial a-t-il demandé de l'aide au gouvernement fédéral en vue de l'aménagement des usines de transformation d'œufs à Corner Brook (T.-N.)?

3. Quelle sera la contribution du gouvernement fédéral à ce programme?

4. Le gouvernement provincial a-t-il demandé l'aide du gouvernement fédéral afin d'aménager des installations d'entreposage à usages multiples et à température contrôlée à Harbour Grace, Clarendville, Winterland, Robinsons et St. Anthony et, dans l'affirmative, a) quelles sommes sont impliquées, b) quelle sera la contribution du fédéral?

M. Martin P. O'Connell (secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion économique régionale):

1. Non.

2. Oui (Newfoundland Farm Products Corporation).

3. Environ 518,000 dollars (20 p. 100 du coût d'immobilisation approuvé et 5,000 dollars par emploi créé).

4. A l'étude.

LES SAISIES D'ARMES

Question n° 1295—M. Brewin:

En ce qui a trait à la réponse à la question n° 248 figurant à la page 3139 du *hansard* du 8 février 1971, combien d'armes a-t-on retournées à leur propriétaire et combien a-t-on confisquées?

L'hon. Jean-Pierre Goyer (solliciteur général): Vingt-huit armes ont été rendues à dix-sept personnes. Les autres armes sont encore sous saisie de la Sûreté du Québec en attendant soit des procédures soit d'autres mesures, aucune d'entre elles n'ayant été confisquées jusqu'ici.